AMNESTY INTERNATIONAL
PRESS RELEASE

AI Index: PRE 01/239/2008
03 October 2008

Pakistan/Afghanistan. Les milliers de civils déplacés se trouvant dans la zone frontalière ont droit à l'aide internationale

Les affrontements de chaque côté de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan ayant redoublé d'intensité depuis le début du mois d'août, des dizaines de milliers de civils ont besoin, de toute urgence, de l'aide humanitaire internationale, a déclaré Amnesty International ce vendredi 3 octobre.

Plus de 20 000 personnes ont quitté le Pakistan pour l'est de l'Afghanistan, fuyant les combats entre les forces gouvernementales et les insurgés favorables aux talibans dans les zones tribales pakistanaises sous administration fédérale ; les réfugiés afghans ont été quant à eux sommés de quitter la zone tribale de Bajaur.

« Les gouvernements du Pakistan et de l'Afghanistan, ainsi que les forces internationales actives en Afghanistan, sont tenus légalement d'assurer un passage sûr et des conditions de sécurité réelles aux personnes déplacées et aux réfugiés qui se trouvent des deux côtés de la frontière, et de leur fournir une aide humanitaire. Ils doivent également faire le nécessaire pour que les organisations humanitaires locales et internationales puissent travailler en toute sécurité lorsqu'elles veulent fournir de l'aide à ceux qui en ont besoin, a déclaré Sam Zarifi, directeur d'Amnesty International pour l'Asie.

« Les combats incessants dans le sud de l'Afghanistan et le conflit plus récent dans le nord du Pakistan rendent la situation de plus en plus dangereuse dans cette région pour les civils qui essaient de trouver refuge quelque part. La fin du ramadan pourrait en outre entraîner un accroissement considérable du nombre de civils qui quitteront leur domicile pour fuir les combats. »

D'après le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de 600 familles ont fui depuis la mi-septembre la zone tribale de Bajaur où la campagne que mène l'armée pakistanaise depuis plusieurs mois contre les insurgés anti-gouvernementaux a accru les tensions. Ces familles sont venues s'ajouter aux 3 364 autres familles ayant trouvé refuge au début du mois d'août dans les districts de Shigal, Marawara et Dangam et d'autres zones de la province afghane de la Kunar.

Le HCR a indiqué que la majorité des familles ayant fui le Pakistan avaient trouvé refuge chez des parents ou dans des familles d'accueil dans la province de la Kunar mais qu'environ 200 d'entre elles vivaient dehors. D'après le Comité international de la Croix-Rouge, la majorité des personnes ayant fui la zone tribale de Bajaur sont des femmes et des enfants.

« Ces réfugiés pourraient se retrouver en grand danger. Ils ont fui les combats au Pakistan mais risquent d'être pris dans les échanges de tirs qui ont lieu actuellement en Afghanistan entre les forces de la coalition et les talibans et d'autres groupes anti-gouvernementaux », a ajouté Sam Zarifi.

L'aide humanitaire destinée aux réfugiés pakistanais dans la province de la Kunar transite par le

gouvernement afghan parce que les routes qui conduisent à cette province, et la province elle-même, ne sont pas assez sûres pour une aide humanitaire directe.

Il faut impérativement que les forces de sécurité gouvernementales et internationales en Afghanistan, ainsi que les forces antigouvernementales, fassent le nécessaire pour que le passage en toute liberté et sécurité de l'aide humanitaire destiné à ces réfugiés vulnérables soit prioritaire, d'autant plus que l'hiver approche. Une attention particulière devrait être accordée aux groupes nécessitant une protection spéciale comme les femmes, les enfants et les personnes âgées.

« Les personnes qui ont fui les combats, qu'elles aient ou non traversé la frontière, ont le droit de ne pas être contraintes de retourner dans la zone de Bajaur ou dans toute autre zone tribale sous administration fédérale ; par ailleurs, les Afghans qui se trouvent dans ces zones doivent avoir d'autres choix que le retour dans le sud de l'Afghanistan où les combats font rage, en attentant que la sécurité soit rétablie », a conclu Sam Zarifi.

Complément d'information

Le conflit armé dans la zone tribale sous administration fédérale de Bajaur et dans le district de Swat de la province de la Frontière du Nord-Ouest a éclaté au début du mois d'août mais a redoublé d'intensité en septembre. Ce conflit aurait provoqué le déplacement de plus de 250 000 personnes.

FIN/